

Est-il possible d'empêcher la destruction de la planète ?

L'état de la planète est catastrophique. Le climat se réchauffe plus vite que toutes les prévisions scientifiques, provoquant incendies, sécheresses, tempêtes, inondations... Les océans s'acidifient et, avec eux, les précipitations ; la végétation sous l'eau ou sur terre en subit les conséquences désastreuses. La déforestation mondiale bat des records chaque année et l'asphalte recouvre de plus en plus de terres. La pollution contamine tout : gaz à effet de serre, pesticides dans les sols, particules de plastique dans les mers, molécules pharmaceutiques dans les rivières... au point que les poissons dopés aux œstrogènes changent de sexe.

La conséquence directe de l'activité humaine est dévastatrice : 26 000 espèces disparaissent chaque année. De plus en plus de chercheurs parlent déjà de sixième vague d'extinction massive (la précédente étant celle du Crétacé-Tertiaire qui a notamment vu disparaître les dinosaures, il y a 66 millions d'années). « Si les abeilles disparaissaient de la surface de la terre, l'homme n'aurait plus que quatre ans à vivre ». Si Einstein n'a jamais prononcé cette phrase, l'idée forte n'en est pas moins juste : les insectes nourrissent le monde (oiseaux, reptiles, mammifères, plantes) et pollinisent 75 % des cultures et 80 % des plantes sauvages. Leur disparition progressive menace directement les écosystèmes naturels et la capacité de l'humanité à se nourrir.

L'espèce humaine souffre déjà massivement de la destruction de la planète. Chaque année, les catastrophes « naturelles » liées au réchauffement climatique contraignent des dizaines de millions de personnes à l'exil, la pollution de l'air provoque des millions de « morts prématurées », et plus de deux milliards d'êtres humains sont en proie au manque d'eau. La pandémie de Covid 19, qui a tué 7 millions de personnes entre 2019 et 2021 selon l'Organisation mondiale de la santé (15,9 millions selon les démographes) et qui a réduit l'espérance de vie mondiale d'un an et demi, est également en partie le résultat de la crise

écologique. Cette pandémie a mis en évidence le lien entre la destruction de la nature et la menace pour la santé humaine. Selon la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), 70 % des maladies émergentes (Zika, Ebola, Nipah, etc.) et la quasi-totalité des pandémies connues (grippe, VIH, Covid-19) ont pour origine des zoonoses, des maladies causées par des infections d'origine animale. Les causes profondes de ces pandémies sont les mêmes que celles qui ravagent la nature : déforestation et destruction des écosystèmes naturels, commerce et consommation d'espèces sauvages, etc.

En 2009, une équipe internationale de vingt-huit chercheurs dirigée par Johan Rockström, scientifique suédois de renommée mondiale, a établi neuf « limites planétaires » que l'humanité ne devrait pas dépasser si elle ne veut pas compromettre les conditions de sa survie :

1. Le changement climatique.
2. L'érosion de la biodiversité.
3. La perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore.
4. La modification de l'utilisation des sols.
5. L'acidification des océans.
6. L'utilisation de l'eau douce à l'échelle mondiale.
7. La diminution de la couche d'ozone.
8. L'introduction de nouvelles entités dans l'environnement (métaux lourds, composés organiques synthétiques, composés radioactifs...).
9. Et la concentration des aérosols dans l'atmosphère.

Six des neuf « limites planétaires » sont déjà dépassées... et deux d'entre elles ne sont pas mesurables. L'ampleur du désastre en cours est telle que le forum de Davos lui-même est contraint de reconnaître que « la perte de biodiversité et l'effondrement des écosystèmes sont considérés comme l'un des risques mondiaux qui se dégraderont le plus rapidement au cours de la prochaine décennie [...] L'interaction entre les effets du changement climatique, la perte de biodiversité, la sécurité alimentaire et la consommation de ressources naturelles accélèrera l'effondrement des écosystèmes ».

Ce n'est pas la vie sur Terre en tant que telle qui est en jeu. Elle a déjà su se développer dans des conditions

bien plus hostiles, se rétablir après des vagues d'extinction massive encore plus importantes qu'aujourd'hui ; la vie se trouve au fond des océans, sous la terre, sur toutes les surfaces. Non, ce qui est menacé, c'est l'espèce humaine ! La façon dont la société fonctionne aujourd'hui finira par rendre la Terre hostile, voire inhabitable pour l'humanité.

Toutes les « solutions » à la crise écologique proposées par la classe dirigeante sont insignifiantes parce que les problèmes auxquels nous sommes confrontés font partie

du système global qui domine la planète : le système capitaliste, qui vit de l'exploitation et de la recherche du profit. Exploitation de la force de travail humaine par le biais de la relation salariale ; exploitation de la nature, qu'il considère comme un don gratuit à piller à volonté. Et bien que le capitalisme ait produit les moyens scientifiques et technologiques qui pourraient être utilisés pour libérer l'humanité de la pauvreté et du travail aliéné, le conflit entre ce potentiel productif et la motivation même de la production est devenu permanent. Ce long déclin a

atteint une phase terminale, une impasse où la guerre, les crises de surproduction et les destructions environnementales ont atteint le point où toutes ces manifestations de l'impasse historique du système agissent les unes sur les autres pour produire un terrible tourbillon de destruction. Mais il existe une alternative au cauchemar dans lequel nous plonge le capitalisme : la lutte internationale de la classe exploitée pour le renversement du capitalisme et la construction d'une société communiste mondiale. (5/12/2024)

Les ravages de la guerre

Depuis 1914, la guerre est devenue une donnée permanente sur tous les continents. Deux cents conflits, deux cents millions de morts, deux villes rasées par des bombes atomiques ! Napalm, armes chimiques et bactériologiques, bombes à fragmentation, drones tueurs... les dernières technologies au service de la barbarie.

Le XX^e siècle a été maintes fois désigné comme le siècle le plus barbare de l'histoire de l'humanité. Mais le XXI^e siècle promet déjà de figurer au sommet du classement des horreurs : après s'être ouvert sur les attentats du 11 septembre 2001 contre les tours du World Trade Center, le chaos s'est propagé de région en région : Irak, Afghanistan, Syrie, Libye, Congo, Ukraine, Israël/Palestine... et peut-être demain Taïwan.

La guerre est devenue le centre de gravité de toute la société au point de focaliser sur elle la recherche scientifique : micro-ondes, produits lyophilisés, boîtes de conserve, seringues auto-injectables, GPS, lunettes d'aviateur, Internet... la liste des objets issus de la recherche militaire est interminable. La Première Guerre mondiale a donné naissance à une économie de guerre permanente. Dans une lutte acharnée, les gouvernements ont dû concentrer leur industrie et leur recherche scientifique sur cet espace de destruction et de mort. C'est la guerre qui structure désormais la société. Les dépenses militaires mondiales dépassent les 2 400 milliards de dollars par an. Ce chiffre est en constante augmentation et sera encore plus élevé demain !

La guerre tue, elle ôte la vie à des millions de personnes. Mais elle anéantit aussi toutes les autres formes de vie. Les champs de bataille sont des terres désolées, la faune et la flore sont anéanties.

Chaque guerre provoque des désastres environnementaux dont l'impact se fera sentir encore pendant des siècles, voire des millénaires : métaux lourds, produits chimiques, éléments radioactifs... Même les conséquences de la Première Guerre mondiale se font encore sentir aujourd'hui. Le plomb et le mercure issus de la dégradation des munitions contaminent les nappes phréatiques partout où il y avait des tranchées. En France, à cause des obus enfouis dans le sol, 120 000 hectares de champs de bataille sont encore impropres à toute activité humaine ! Pendant la guerre du Viêt Nam, dans les années 1960, l'armée américaine a délibérément utilisé un herbicide ultra-toxique (« agent orange ») pour détruire la végétation et faciliter le repérage des forces du Viêt-Cong. Ce produit chimique a détruit les forêts dans 20 % du sud du pays et continue de contaminer l'environnement et les populations ! Et le nucléaire ? Tous les États dotés de l'arme nucléaire procèdent à des essais, environ 2 000 à ce jour, qui ont provoqué une augmentation considérable des cancers dans toutes les populations « locales ».

Le conflit en Ukraine est un concentré de toutes ces forces destructrices. Outre les centaines de milliers de morts de part et d'autre, le risque de catastrophe nucléaire à la centrale de Zaporijjia fait trembler le monde ; les immeubles effondrés libèrent partout des quantités incalculables d'amiante dans l'air ; les chars, armes et équipements médicaux abandonnés représentent des tonnes de déchets hautement polluants. Un seul chiffre : alors que le pays abrite 35 % de la faune et de la flore européennes, près de 30 % des forêts du pays ont déjà été détruites.

En Ukraine, la destruction de l'environnement est une arme de guerre. L'explosion du barrage de Kakhovka, le 6 juin 2023, en est la preuve : des milliers d'hectares de terres agricoles et de réserves naturelles détruits, des sites industriels inondés, provoquant le mélange de l'eau du barrage avec divers produits polluants, hydrocarbures, eaux usées, etc. La dévastation de Gaza par l'armée israélienne a des effets similaires sur l'environnement alors qu'elle massacre et affame la population par dizaines de milliers. Les guerres actuelles montrent que cette stratégie de la terre brûlée a été renforcée : détruire les ressources d'un environnement afin d'affamer l'adversaire. C'était d'ailleurs l'un des objectifs de l'utilisation du napalm au Vietnam.

Et pour boucler la boucle, toutes les dépenses militaires colossales à venir conduiront même les gouvernements à abandonner leurs engagements insignifiants en faveur du climat : coupes sombres dans les programmes de réduction des émissions de CO₂, dans la recherche d'énergies alternatives, etc.

C'est le monde tel qu'il est depuis 1914, un monde en guerre permanente qui engloutit les ressources et brûle des régions entières. Si rien n'est fait pour stopper cette dynamique, les États continueront leur folie meurtrière et les foyers de guerre s'étendront jusqu'à ce qu'ils consomment tout.



Face à la crise

Les Etats capitalistes peuvent-ils changer ?

En 1972, le Sommet de la Terre, première grande conférence internationale sur l'environnement, s'est tenue à Stockholm, en Suède. Sous l'égide des Nations Unies, les 113 États présents se sont engagés à lutter contre la pollution. Une déclaration de 26 principes, un plan d'action de 109 recommandations et la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont été adoptés.

En 1992, lors du troisième Sommet de la Terre, les mesures internationales en faveur de l'environnement ont été renforcées : la « protection de la planète » était alors officiellement considérée comme essentielle « pour l'avenir de l'humanité ». 196 États ont ratifié la Convention qui les obligeait à se réunir chaque année pour « maintenir leurs efforts ». Ces grandes réunions annuelles sont appelées Conférences des Parties (COP). La première conférence, dite COP 1, s'est tenue à Berlin en 1995.

Parallèlement, à partir de 1988, les mêmes 196 États, les Nations Unies et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ont formé un Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Chaque nouveau rapport fait la Une des journaux et les scientifiques choisissent systématiquement des mots forts pour alerter sur la gravité de la situation. Le premier rapport, publié en 1990, affirmait : « Nos calculs montrent avec certitude que le CO₂ est responsable de plus de la moitié de l'augmentation de l'effet de serre de la Terre [...]. Dans le scénario du statu quo, nous prévoyons une augmentation de +0,3° par décennie de la température moyenne du globe [...] ; il s'agit d'une augmentation de la température moyenne qui n'a jamais été observée auparavant au cours des 10 000 dernières années ». En réalité, chaque année sera pire que les prévisions, chaque

rapport du GIEC soulignera cette gravité de manière de plus en plus alarmante et chaque fois tous les États annonceront de nouvelles mesures.

Il faut dire qu'il s'agit d'un véritable problème pour tous les pays du monde : l'impact du réchauffement climatique entraîne une augmentation considérable des catastrophes naturelles, pour un coût économique de plus en plus astronomique. Au cours des vingt dernières années, les pertes financières causées par les phénomènes météorologiques extrêmes ont triplé, atteignant 2 521 milliards d'euros. Plus largement, ces catastrophes déstabilisent des régions entières, détruisant le tissu économique et poussant des populations entières à l'exil. Les pics de pollution paralysent un nombre croissant de mégapoles, obligeant à restreindre les déplacements. D'ici 2050, quelque 300 millions de personnes seront menacées par la montée du niveau des mers.

À quoi aboutissent donc tous ces constats, mesures et promesses depuis plus de cinquante ans ?

Prenons un exemple concret particulièrement significatif. L'Arctique est plus durement touché par le réchauffement climatique que le reste du monde. Les conséquences sont évidemment dramatiques pour l'ensemble de la planète. Forts de leurs chartes, de leurs sommets internationaux et de leurs promesses, les gouvernements voient dans cette catastrophe une opportunité pour... exploiter davantage la région ! En 2007, la Russie a planté un drapeau au pôle Nord, à 4 000 mètres de profondeur, pour signifier au monde sa domination. Hydrocarbures en Sibérie et en Amérique du Nord, gaz naturel, pétrole, uranium dans l'Arctique, passage par les archipels canadiens, passage par les côtes russes et scandinaves... toutes ces nouvelles possibilités attirent les convoitises. Et ici comme

ailleurs, elles s'affrontent armes au poing : exercices militaires de l'OTAN, renforcement des bases de l'armée américaine en Islande et au Groenland, manœuvres navales russes...

La même logique s'applique à tout le reste : la généralisation des voitures électriques annonce des affrontements autour du cobalt, du nickel, etc. Ces mines de métaux précieux situées dans les pays du Sud (Maroc, Chili, Argentine, etc.) engloutissent toute l'eau restante, menaçant les populations locales de sécheresse et de soif. Telle est la dure réalité. Les États ne cesseront pas d'exploiter l'humanité et les ressources de la planète, ils ne cesseront pas de détruire et d'appauvrir, parce qu'ils incarnent les intérêts de chaque bourgeoisie nationale. La fonction des États est de concentrer les forces économiques et militaires de chaque pays pour la bataille

dans l'arène internationale. Ils sont la plus haute autorité au sein du système capitaliste mondial, qui ne vit que pour le profit et la concurrence. Qu'ils soient conscients ou non du danger pour l'humanité que représentent toutes leurs destructions, ils ne s'arrêteront jamais.

Les COP (bientôt 30 !) ne sont qu'un rassemblement de brigands. La Société des Nations, l'ONU, l'OTAN, l'OMC, le FMI... toutes ces organisations internationales ne sont que des lieux d'affrontement et d'influence. Chaque COP est l'occasion pour les uns de tenter d'imposer de nouvelles normes et contraintes afin de mettre des bâtons dans les roues des autres : la France contre le charbon allemand ou chinois, le Royaume-Uni contre le nucléaire français, l'Allemagne contre le pétrole américain, etc. La prolifération des guerres, qui elles aussi menacent l'espèce

humaine, est bien la preuve que les États ne sont pas la solution mais le problème. Peu importe le régime au pouvoir, ou la couleur du gouvernement. Que ce soit un démocrate ou un dictateur, que ce soit l'extrême droite, le centre ou l'extrême gauche qui dirige telle ou telle nation, le capitalisme conduit partout à la même catastrophe. Dans tous les pays où ils sont présents, les partis écologistes sont très souvent les plus belliqueux. Quel symbole !

Le capitalisme « vert »

*« Par un beau jour de la Saint-Jean, le soleil brillait dans tout son éclat. Cela se voyait quelquefois, même à Cokeville. Entrevue à une certaine distance, par un temps pareil, Cokeville se trouvait enveloppée d'un halo de brouillard enfumé qui lui était propre et qui semblait imperméable aux rayons du soleil. On devinait seulement que la ville était là, parce qu'on savait que la présence d'une ville pouvait seule expliquer la triste tache qui gâtait le paysage. Une vapeur de suie et de fumée, qui se dirigeait confusément, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, tantôt semblait vouloir s'élever jusqu'à la voûte du ciel, tantôt se traînait ténébreuse à fleur de terre, selon que le vent tombait, s'élevait, ou changeait de direction : un mélange confus, épais et informe, traversé par quelques nappes lumineuses qui n'éclairaient que des masses d'obscurité ; Cokeville, à distance, s'annonçait déjà pour ce qu'elle était, avant qu'on en pût apercevoir une seule brique ». C'est ainsi qu'en 1854, dans son célèbre roman *Les temps difficiles*, Charles Dickens évoque les cieux charbonneux de Cokeville, ville fictive à l'image de Manchester, où l'on ne voit que « les monstrueux serpents de fumée » qui traînent au-dessus de la ville.*

L'homme a toujours transformé la nature. Avant même l'*Homo sapiens*, les premiers représentants de la lignée humaine utilisaient des outils ; certains trouvés en Éthiopie remontent à plus de 3,4 millions d'années. Au cours de son évolution, de ses progrès techniques et de l'extension de son organisation sociale, l'humanité a développé

une capacité toujours plus grande à agir sur son environnement, à adapter la nature à ses besoins. Haute de 147 mètres et vieille de 4 500 ans, la pyramide de Khéops en Égypte témoigne de cette puissance déjà acquise dans l'Antiquité.

Mais dans le même temps, notamment avec la division de la société en classes, cette capacité à agir sur l'environnement s'est accompagnée d'un éloignement croissant de la nature et des premières catastrophes écologiques : « Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. » (Engels, *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme*).

Mais avant le capitalisme et son insatiable besoin d'expansion, ces problèmes écologiques étaient limités et locaux. Après des millénaires de lente évolution, le capitalisme a décuplé ses forces productives en quelques décennies. D'abord en Europe, puis sur tous les autres continents, il s'est répandu partout, transformant la nature



Le smog sur la ville

écologique

Les mouvements citoyens peuvent-ils changer le monde ?

L'ampleur du désastre écologique préoccupe une part croissante de la population mondiale, en particulier les jeunes. Face au désastre, toutes sortes d'actions citoyennes émergent.

Au quotidien, chacun est appelé à faire un effort : trier ses déchets, réduire sa consommation de viande, favoriser l'usage du vélo... Ces petits gestes individuels sont censés s'additionner comme les petits ruisseaux font les grandes rivières. Tous les pays du monde encouragent ce « civisme » : publicité, logos, incitations pour les voitures électriques, réductions d'impôts pour l'isolation... Le geste écocitoyen comme remède à la pollution ! Les mêmes gouvernements qui larguent des bombes et rasant les forêts veulent nous faire croire que la solution pour la planète réside dans des actions individuelles qualifiées de « raisonnables et durables ».

Ne soyons pas dupes : leur véritable objectif est de diviser

et de fragmenter. Ces injonctions à « faire ce qu'il faut pour la planète » sont même destinées à culpabiliser ceux qui sont victimes de ce système d'exploitation. Dans le même temps, elles tentent de nous faire croire que le capitalisme peut être « vert », écoresponsable, durable... si chacun y met du sien. Ces mensonges nous détournent des vraies racines, des vraies causes de la crise environnementale : le capitalisme lui-même.

Il en va de même des « marches pour le climat ». Ces manifestations géantes rassemblent régulièrement des centaines de milliers de personnes à travers le monde préoccupées par l'avenir qui s'offre à eux. Leurs slogans reflètent parfois le sentiment qu'un changement profond est nécessaire : « un changement de système, pas un changement de climat ». Mais tout effort pour s'attaquer aux vraies racines du problème est sapé par d'autres slogans, comme « arrêtez de parler, commencez à agir », et surtout par

leur pratique générale. La figure de proue de ce mouvement, la jeune Greta Thunberg, dit souvent : « *Nous voulons que les politiciens parlent aux scientifiques, qu'ils les écoutent enfin* ». En d'autres termes, ces manifestants espèrent « faire pression » sur les dirigeants, pour les inciter à mener des politiques plus respectueuses de la nature. Une autre mystification découle de cette logique, celle de classer les anciennes générations dans la catégorie des « inconscients » ou des « égoïstes », par opposition aux « jeunes » qui se battent pour la planète : « *Vous dites que vous aimez vos enfants, mais vous leur volez leur avenir* », a ainsi déclaré Greta Thunberg. Il y a donc toute une théorisation d'une opposition supposée entre la « génération climat » et les « boomers » !

L'écologie radicale prétend aller plus loin : il ne s'agit plus de crier « Regardez ! » ou « Réveillez-vous ! » aux puissants de ce monde, mais de les forcer à adopter une autre politique. Extinction

Rebellion (XR), et maintenant Just Stop Oil, avec leurs journées de « rébellion internationale », sont les principaux représentants de ce mouvement qui dénonce avec véhémence « l'écocide en cours ». Manifestations, occupations de carrefours routiers, montées sur des trains, mises en scène pour faire connaître l'état désastreux de l'environnement... les moyens les plus spectaculaires sont utilisés pour « mettre la pression ». Mais derrière ce « radicalisme » se cache exactement la même démarche : faire croire que l'État peut (s'il y est « contraint ») mener une politique écologique, que le capitalisme peut être « vert ».

Au sein de ce mouvement en faveur de l'action directe, l'un des courants les plus actifs est le mouvement « zadiste » en France. Il s'agit d'occuper des « Zones à défendre » (ZAD) menacées par les appétits du capital et de la finance, comme une zone destinée à accueillir un nouvel aéroport ou une méga-bassine. Rassemblements de « rebelles », les ZAD luttent contre le « grand capital » pour promouvoir la petite agriculture, la « production et la consommation locales », la « communauté »... autrement dit : le petit capital ! Le système reste donc fondamentalement le même, avec tout ce que cela implique en termes d'échanges marchands et de relations sociales.

Enfin, un mouvement plus théorique prétend vouloir remplacer le capitalisme par un autre système, notamment le mouvement de la décroissance. Ce courant pointe l'impossibilité d'un capitalisme « vert » et invoque la nécessité d'un « post-capitalisme » (Jason Hickel), d'un « éco-socialisme » (John Bellamy Foster), voire d'un « communisme de la décroissance » (Kohei Saito). Ce courant affirme que le capitalisme est mû par un besoin constant d'expansion, d'accumulation de valeur, et qu'il ne peut traiter la nature que comme

un « don gratuit » à exploiter au maximum tout en cherchant à soumettre chaque région de la planète aux lois du marché. Mais comment parvenir à une autre société ? Par quelles luttes ? Les décroissants de répondre : un mouvement social « par le bas », la mise en place d'« espaces communs », d'« assemblées citoyennes »... Mais qui sont les « citoyens » en question ? Quelle force sociale spécifique peut mener la lutte pour le renversement du capitalisme et se placer à la tête d'un tel mouvement ? Telle est la question centrale à laquelle les adeptes de la décroissance ne répondent pas pour mieux exclure la classe ouvrière de l'équation, la diluer dans « le peuple », « les citoyens »...

En résumé, toutes ces formes de mouvement écologiste, de l'action individuelle à la contestation « radicale », ont en commun de vouer la classe ouvrière à l'impuissance :

– soit parce qu'elles ne s'attaquent pas aux causes de la crise écologique mais seulement à ses conséquences :

– soit parce qu'elles imaginent que les États existants peuvent prendre en charge le seul changement susceptible de mettre fin à la catastrophe écologique : le renversement du système capitaliste, que ces mêmes États sont entièrement voués à défendre ;

– ou, lorsqu'elles prétendent vouloir renverser le capitalisme, parce qu'elles écartent la seule force de la société qui peut mettre fin à ce système, la principale classe exploitée de cette société, le prolétariat.

Ces mouvements se veulent « radicaux », mais être « radical », c'est attaquer les problèmes à la racine. Et la racine de la crise environnementale, c'est le capitalisme !

ne peut pas exister

et les hommes pour faire tourner ses ateliers, ses usines et ses manufactures. Or, dans le capitalisme, le but de la production n'est pas de satisfaire les besoins humains mais de faire du profit. Produire pour vendre, vendre pour faire du profit, faire du profit pour réinvestir dans les travailleurs et les machines... pour produire plus, pour produire plus vite, pour produire moins cher... pour pouvoir continuer à vendre face à la concurrence féroce des autres capitalistes. C'est la raison fondamentale du nuage de fumée noire que Charles Dickens décrivait poétiquement en 1854 et qui recouvrait déjà Manchester.

À l'époque, le capitalisme était dans sa phase ascendante et d'expansion. La volonté de s'étendre à travers le monde, de trouver de nouveaux marchés pour surmonter ses crises régulières de surproduction, avait une dimension progressiste en ce sens qu'elle jetait les bases d'une véritable communauté mondiale. Mais le déclenchement de la Première Guerre mondiale a montré que cette période était terminée, et des révolutionnaires comme Rosa Luxemburg insistaient déjà sur le fait que l'alternative était désormais « socialisme ou barbarie ». La vague internationale de révolutions qui a débuté en Russie en 1917 contenait la promesse du socialisme. Mais la révolution a été partout vaincue et, à partir du milieu des années 1920, c'est la barbarie qui a pris le dessus, exprimée non seulement par des guerres impérialistes de plus en plus dévastatrices, mais aussi par la destruction accélérée de la nature, surtout après la Seconde Guerre mondiale et encore plus au cours des

dernières décennies.

Il ne peut y avoir de capitalisme « vert ». Toute la rhétorique de la bourgeoisie, de l'extrême droite à l'extrême gauche, prétendant pouvoir « réguler », « superviser », « réformer » le capitalisme pour qu'une « économie verte » puisse se développer, est un mensonge pur et simple. Aucune loi, aucune charte, aucune pression publique ne peut ôter au capitalisme sa raison d'être : exploiter les hommes et la nature pour produire, vendre et faire du profit. Et tant pis si les hommes et la nature en meurent. Écrites il y a près de 160 ans, les paroles de Karl Marx dans le premier volume du *Capital* semblent avoir été écrites aujourd'hui : « *Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologe du producteur [...] Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol* ». Ce système d'exploitation ne cessera de piller les ressources naturelles et d'empoisonner la Terre. La seule solution est de renverser le capitalisme. Mais quel autre système peut-il représenter une alternative ? (Voir article en page 3).



Le plastique à la plage

Le communisme est la seule solution à la crise écologique

Parce qu'il est une société sans classes et sans exploitation, sans nations et sans guerres, le communisme est la seule véritable solution à la crise écologique.

Ce que le communisme n'est pas

Quoi ? Le communisme ? L'URSS ? Cette monstruosité ? Le régime stalinien était en effet une abomination. Les travailleurs étaient exploités à outrance, toute opposition était féroce réprimée et la militarisation était à son comble. Quant à la nature, le productivisme « soviétique » était synonyme de destruction, de pollution et de pillage. Mais le communisme n'a rien à voir avec les régimes staliniens ! Hier en URSS et en Europe de l'Est, aujourd'hui en Chine, en Corée du Nord et à Cuba, il n'y a pas une once de communisme. Le stalinisme n'est pas le prolongement de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917, il en est le fossoyeur.

Alors que dans tous les pays, la guerre de 1914-18 signifiait carnage dans les tranchées et désastre à l'arrière, le prolétariat russe a refusé d'être sacrifié et s'est lancé dans la lutte pour la révolution communiste mondiale. Cet élan révolutionnaire gagnait bientôt l'Europe. Face à cette menace pour sa domination, la bourgeoisie a stoppé la guerre. Mais cela n'a pas suffi. Fin 1918, c'est la révolution prolétarienne en Allemagne. Ce soulèvement d'un bataillon décisif du prolétariat international sera écrasé sans pitié par l'État bourgeois allemand dirigé par les sociaux-démocrates ! Des dizaines de milliers de travailleurs insurgés ont été assassinés, dont Rosa Luxemburg, tuée d'une balle dans la tête à bout portant et jetée dans un canal. Cette défaite a brisé la vague révolutionnaire. Le prolétariat russe s'est retrouvé totalement isolé. En Russie, la contre-révolution a pris un tour aussi barbare que machiavélique : le régime stalinien s'est servi des mots de la révolution, de Marx et de Lénine, pour massacrer ou déporter 80 % des bolcheviks qui avaient participé à la révolution, afin d'imposer à la classe ouvrière l'exploitation la plus féroce. Le rouge qui colore le drapeau de Staline et de l'URSS n'est pas celui du communisme mais celui du sang des travailleurs !

Contrairement à tous les mensonges bourgeois répandus depuis plus de cent ans, le stalinisme n'est pas le produit de la révolution d'Octobre mais le fils naturel du capitalisme décadent et de la contre-révolution bourgeoise. Cette clarification étant faite, revenons à notre question initiale : quel est le rapport entre le communisme et la nature ? En quoi le communisme est-il la « véritable résolution du conflit entre l'homme et la nature » (Karl Marx, *Manuscrits de 1844*) ?

Le communisme est la fin de l'exploitation et du pillage

Le capitalisme, c'est l'exploitation. Le capitalisme tire sa richesse de deux sources : l'exploitation de la nature et l'exploitation de la force de travail du prolétariat, toutes deux transformées en marchandises. C'est pourquoi le capitalisme n'a pas de solution à la crise écologique. Il ne peut qu'exploiter l'une et l'autre jusqu'à l'épuisement et la destruction. C'est pourquoi la question sociale et la question écologique vont de pair et ne peuvent être résolues qu'en même temps et par le prolétariat, la seule classe qui a intérêt à abolir toutes les formes d'exploitation.

Exploitation du prolétariat par la bourgeoisie, de l'homme par l'homme, les travailleurs sont contraints de vendre leur force de travail pour vivre : ils ne s'appartiennent plus, leurs corps exploités sont transformés en outils.

Ces rapports sociaux de production marquent l'ensemble des relations humaines. La domination du patron sur les travailleurs se reflète dans la famille entre le mari et « sa » femme, entre le père et « ses » enfants, dans la société entre Blancs et Noirs, hommes et femmes, valides et handicapés... Le rapport de l'humanité à la nature n'est pas épargné. Les capitalistes ne voient autour d'eux que des ressources à exploiter : « ressources humaines », « ressources naturelles ». L'homme, la vie, la nature, la planète et même l'univers sont réduits à l'état de choses, de biens, de marchandises.

Poulets en batterie, bétail torturé dans les abattoirs... la barbarie infligée au monde animal découle de cette relation d'exploitation entre les hommes eux-mêmes.

Parce que le communisme est la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, il est aussi la fin de ces rapports de domination qui traversent toutes nos relations sociales, tout comme il est la fin de ce rapport de prédation et de pillage de la nature.

La fin du profit

Le capitalisme, c'est la recherche du profit. C'est la seule finalité de la production sous le capitalisme. L'homme, la vie, la nature... rien n'a d'autre valeur pour le capitalisme que la valeur d'échange. La science elle-même est traitée comme un simple appendice du profit.

Là encore, ce fléau indique ce que devrait être le communisme : une société dans laquelle le but du travail n'est ni la recherche du profit, ni la vente de marchandises. Dans le communisme, au contraire, toute production sera destinée à l'usage, au besoin, et non à la vente sur le marché. L'activité des producteurs associés, libérés de l'esclavage salarié, cherchera à satisfaire les besoins et les désirs les plus profonds de l'humanité. Et se sentir lié à la nature, responsable de son avenir, fera partie intégrante

de ces besoins et de ces désirs.

La fin de la propriété privée

Le capitalisme, c'est la propriété privée.

L'appropriation de la grande majorité des richesses sociales par une petite minorité est ce que la bourgeoisie appelle la « propriété privée ». C'est ce que la classe ouvrière révolutionnaire veut abolir.

Les régimes staliniens ont fondé leur mensonge d'être des sociétés socialistes précisément sur la motif qu'ils avaient aboli la propriété individuelle, en concentrant toutes les richesses dans les mains de l'État. En réalité, que la bourgeoisie s'approprie le travail de la classe ouvrière et de l'ensemble de la population individuellement ou collectivement, en tant

et le jeu sont devenus des sports commercialisés et nationalisés, où la gloire du club ou du pays est en jeu, quitte à doper et à détruire les athlètes. L'école est animée par une course aux notes, où chaque enfant est évalué, comparé et trié. Religion, couleur de peau, coutume... tout est prétexte à dresser les uns contre les autres. Les travailleurs n'échappent pas à cette compétition, ils sont appelés à faire plus que l'entreprise concurrente, à faire plus que leurs collègues. Par extension, la nature devient elle aussi un adversaire à dominer. Même face à la crise écologique, ce rapport au monde est mis en avant : pour tous les dirigeants de la planète, il s'agit de « gagner la bataille du climat ».

Le capitalisme est le règne de la

marchandise l'ensemble de la nature. Déjà reconnue dans le *Manifeste communiste* de 1848, cette volonté a, dans les dernières étapes de la décadence historique du capitalisme, empoisonné la planète entière, ce qui, avec la menace de la guerre, constitue une menace directe pour la survie de l'humanité et d'innombrables autres espèces. La solution à cette crise ne peut donc être envisagée qu'à l'échelle planétaire, par le démantèlement de tous les États-nations et l'élimination des frontières nationales

... et leurs guerres dévastatrices

Le capitalisme, c'est la guerre. La concurrence de chacun contre tous qui sous-tend ce système conduit à l'affrontement entre les nations, à la guerre et au génocide. Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, fondées sur la lutte entre États-nations pour étendre leur sphère d'influence et de contrôle au détriment de leurs rivaux. La compétition militaire féroce est devenue permanente et de plus en plus destructrice, menaçant directement l'humanité et la planète elle-même (voir page 1).

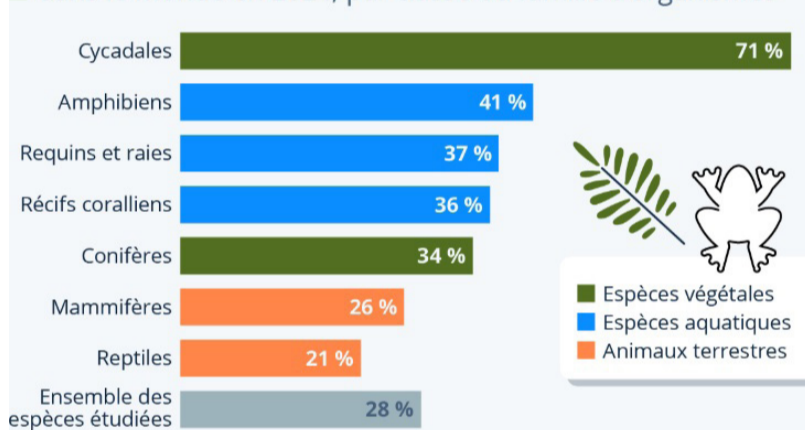
Comme pour la crise écologique, la seule issue à cette impasse mortelle est l'abolition des économies nationales et des États qui les défendent, et la création d'un réseau mondial de production et de distribution, contrôlé par les producteurs eux-mêmes.

Le début d'une humanité mondiale unifiée en harmonie avec la nature

Le communisme sera mondial. Le capitalisme a permis de créer un tissu économique mondial extrêmement dense, avec des routes commerciales et des liens complexes entre usines et centres de recherche, d'un pays à l'autre, pour produire. La fragmentation du système actuel en nations concurrentes est donc devenue totalement obsolète : cette division est un obstacle à la pleine réalisation du potentiel atteint par l'humanité. Lors de la pandémie de Covid 19, la course acharnée pour être la première nation à trouver un vaccin, empêchant les laboratoires de partager leurs avancées, a considérablement ralenti la recherche. Dans le cas du sida, les scientifiques estiment que la guerre entre chercheurs français et américains, qui se mentaient, s'espionnaient et se faisaient concurrence, a fait perdre plus d'une décennie à la découverte de la trithérapie ! Cette fragmentation de la société a les mêmes effets dévastateurs sur la recherche pour lutter contre la crise écologique. La société future, le communisme, devra et pourra dépasser cette division et unir toute l'humanité. Le communisme sera donc l'exact contraire de ce que le stalinisme proclamait : « le socialisme dans un seul pays ». Cette société future, organisation sociale et consciente à

Plus d'un quart des espèces sont menacées d'extinction

Part d'espèces animales/végétales menacées d'extinction dans le monde en 2024, par classe ou famille d'organismes



Sur les 163 040 espèces étudiées dans la Liste rouge mondiale de l'UICN en 2024, 45 321 sont classées menacées.

Source : Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)



statista

qu'employeur ou en tant qu'État, les mêmes rapports de production demeurent.

Dans le capitalisme, la propriété privée n'est pas seulement le droit de priver les autres de leurs biens, c'est aussi le droit de disposer des biens des autres et de la nature. La fin de la propriété privée dans le communisme est donc aussi la fin du droit de posséder la nature : « Dans une organisation économique de la société supérieure à la nôtre, le droit de propriété de certains individus sur le globe terrestre paraîtra aussi absurde que le droit de propriété d'un être humain sur un autre. Aucune société, aucun peuple ni même toutes les sociétés d'une époque prises ensemble ne sont les propriétaires de la terre. Ils n'en sont que les possesseurs, les usufruitiers, et ils devront la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en boni patres familias [bons pères de famille] » (Marx, *Le Capital*, Livre 3).

La fin de la concurrence du chacun contre tous

Le capitalisme, c'est la concurrence. Entre individus, entre entreprises, entre nations. Rien ni personne n'est épargné. L'exercice physique

concurrente et de la domination, le communisme sera le règne de l'entraide et du partage. Ce rapport entre les hommes modifie aussi le rapport à la nature : « *les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, [...] les hommes [...] sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre [...] l'homme et la nature* » (Engels, *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme*).

La fin des États-nations...

Comme les communistes authentiques l'ont toujours affirmé, la société communiste ne peut exister dans un seul pays, et encore moins dans des communes isolées, mais seulement à l'échelle mondiale. La crise écologique est un produit direct de la volonté insatiable du capitalisme de conquérir la Terre sous le drapeau du profit, de transformer en

Lectures complémentaires

Le communisme est la seule solution (suite)

l'échelle de la planète, implique un pas de géant. C'est toute la relation des êtres humains entre eux et avec la nature qui sera bouleversée. La séparation entre travail intellectuel et travail manuel sera abolie, l'opposition entre ville et campagne n'existera plus.

Le communisme sera donc tout sauf un retour au passé. Il s'appuiera sur « toute la richesse du développement antérieur » (Marx, *Manuscrits de 1844*) en se réappropriant de manière critique toutes les meilleures réalisations des sociétés humaines passées, en commençant par une nouvelle compréhension de la relation plus harmonieuse entre les êtres humains et la nature qui a prévalu à la longue époque du communisme primitif. Elle pourra notamment intégrer, développer et en même temps transformer radicalement toutes les avancées scientifiques et technologiques rendues possibles

par le capitalisme.

La révolution pour le communisme sera confrontée à des tâches gigantesques : non seulement inverser les conséquences écologiques du mode de production capitaliste, mais aussi nourrir, vêtir et loger le monde entier, et libérer tous les êtres humains d'un travail paralysant et déshumanisant. Mais le but ultime du communisme n'est pas simplement la négation du capitalisme, c'est une relation nouvelle et plus élevée entre l'humanité et la nature, qui devient consciente d'elle-même. Ce but n'est pas un idéal lointain, mais un principe directeur pour l'ensemble du processus révolutionnaire. Le communisme et la nature signifieront « une culture consciencieuse et rationnelle de la terre, propriété commune et éternelle, condition inaliénable de l'existence et de la reproduction de générations humaines qui se relaient » (Marx, *Capital*, Livre 3).

Une critique plus développée des différentes théories écologistes radicales

– **Critique du « communisme de décroissance » de Saito** (*Révolution internationale* 501, 2024).

Nous répondons à l'affirmation de Saito selon laquelle les recherches de Marx sur les questions relatives à l'écologie et aux formes communautaires pré-capitalistes l'ont conduit à abandonner le matérialisme historique et à adopter ce que Saito appelle le « communisme de décroissance ».

– **Andreas Malm : La rhétorique « écologique » en défense de l'Etat capitaliste** (*Revue internationale* 173, 2025).

L'article sur Malm s'attache à montrer que, malgré sa rhétorique radicale et pseudo-marxiste, Malm insiste sur la nécessité de travailler dans le cadre de l'Etat capitaliste existant. Dans les deux cas, il y a un rejet systématique de la révolution prolétarienne comme seule solution à la crise écologique.

Textes du CCI sur l'écologie

Parmi les autres articles du CCI sur la crise écologique, on peut citer :

– **Le capitalisme empoisonne la terre** (*Revue internationale* 63, 1990).

– **Le monde à la veille d'une catastrophe écologique** (*Revue internationale* 135 et 139, 2009).

– **Pas de solution à la catastrophe écologique sans l'émancipation du travail de l'exploitation capitaliste** (ICConline, 2019). Centré sur la méthode utilisée par Engels pour comprendre la relation entre l'humanité et son environnement.

– **Bordiga et la grande ville** (*Revue internationale* 166, 2020). Une étude de l'œuvre du communiste de gauche italien Amadeo Bordiga, qui, dès les années 1950 et 1960, a fait preuve d'une vision aiguë de la relation destructrice du capitalisme avec la nature.

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

REVUE INTERNATIONALE
HORS-SÉRIE



Courant
Communiste
International

L'impasse du militantisme dans les organisations de "défense de l'écologie"

Depuis des décennies, les mouvements écologistes attirent à eux de très nombreux "militants" alarmés par l'état de la planète et désireux d'agir contre la détérioration du milieu ambiant qui menace l'existence même de l'humanité. C'est ainsi que, de par le monde, il existe de nombreuses organisations ou partis politiques qui revendiquent un tel combat sans que leur action ait en quoi que ce soit permis de faire avancer la cause de l'écologie, alors même que la situation sur ce plan ne cesse de s'aggraver dangereusement. La seule fonction que ces organisations assument réellement est celle de produire un rideau de fumée faisant obstacle à la prise de conscience que le combat permettant de sauver la planète est celui du renversement du capitalisme pour l'instauration d'une société sans classes sociales, sans exploitation de l'homme par l'homme et sans destruction de la nature. Étant convaincus que la seule alternative qui s'offre à l'humanité est "révolution communiste ou bien descente dans la barbarie", nous appelons ceux qui se sont laissés entraîner dans le "militantisme écologiste" à réfléchir, regarder courageusement la réalité en face et reconnaître l'impasse de cet activisme et à orienter leurs énergies vers la lutte prolétarienne et le combat pour le communisme, qui constitue le seul moyen de lutter contre la destruction de la planète.

Quelle force sociale peut faire la révolution ? (Suite de la page 6)

économique, à l'inflation, à la vague de paupérisation et de précarité de plus en plus insupportable, le prolétariat a repris le chemin de la lutte. Après des années de stagnation dans la lutte, les travailleurs commencent à relever la tête. Ce sont les travailleurs de Grande-Bretagne qui ont annoncé les premiers ce retour lors de « l'été de la colère » en 2022. Depuis,

les grèves se sont multipliées dans le monde entier. Le défi pour la période à venir est que les travailleurs s'unissent, surmontent le poison du corporatisme, prennent leurs luttes en main et s'organisent. Mais ils devront aussi intégrer dans leur lutte toutes les crises du capitalisme : la crise de la guerre, la crise sociale et la crise climatique ! C'est ce qui a manqué à la vague

de lutte internationale commencée en mai 1968 et qui s'était propagée de pays en pays jusqu'aux années 1980 : le prolétariat de l'époque n'a pas su suffisamment politiser son combat.

C'est pourquoi tous ceux qui sont convaincus de la nécessité d'une révolution, que ce soit face à la crise climatique, à la crise économique ou à la guerre, ont la responsabilité

première de participer à cette politisation : en venant débattre dans les manifestations, les assemblées, les cercles de discussion politique et les groupes de lutte formés par les travailleurs les plus combattifs. Ils doivent surtout travailler à la construction de l'organisation politique révolutionnaire, qui a pour rôle spécifique de défendre les leçons historiques de la

lutte de classe, de maintenir et de développer le programme communiste. Aujourd'hui, ces organisations pour petites qu'elles soient et pour n'avoir pas encore d'impact direct sur le cours de la lutte de classe, elles doivent cependant se considérer comme un pont indispensable vers le futur parti mondial de la révolution communiste.

Quelle force sociale peut faire la révolution ?

La seule solution à la spirale infernale de la destruction environnementale et militaire est de renverser le capitalisme et d'aller vers le communisme. Mais la bourgeoisie n'acceptera jamais la fin de son système, la fin de ses privilèges, la fin de son existence en tant que classe dominante et exploiteuse. Elle tentera de maintenir à tout prix son système obsolète. Seule une révolution mondiale peut mettre fin à cette agonie. Pour tous ceux qui se préoccupent de l'état de la planète et du sort de l'humanité, la question essentielle est la suivante : quelle est la force sociale capable de faire la révolution ?

Quelle est la classe révolutionnaire dans la société capitaliste ?

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de luttes de classes ». Tels sont les premiers mots du *Manifeste du parti communiste* de 1848, écrit par Karl Marx et Friedrich Engels. Dans ce document fondamental, qui garde toute sa valeur aujourd'hui, nous voyons comment la lutte des classes s'est déroulée dans toutes les sociétés historiques, comment elle a été au cœur de la transformation radicale de ces sociétés. L'esclavagisme antique a été remplacé par le féodalisme, le féodalisme par le capitalisme. À chaque fois, un processus révolutionnaire a été mené par une nouvelle classe née des entrailles de la société existante :

– Face aux maîtres d'esclaves de la Rome décadente, les esclaves et les gladiateurs se sont révoltés pendant des siècles, la plus célèbre étant la révolte de Spartacus de 73 à 71 avant notre ère. Mais malgré leur courage, ils n'ont pas réussi à renverser la société esclavagiste. Ce sont les féodaux qui représentaient la classe révolutionnaire de l'époque, la classe capable de remplacer l'esclavagisme, entré dans son époque de décadence, par une nouvelle organisation sociale de la production capable de surmonter les contradictions insolubles de l'ancienne société et d'instaurer ainsi une nouvelle forme d'exploitation : le servage.

– Face aux seigneurs féodaux décadents, il y eut de nombreuses rébellions des paysans contre l'exploitation, comme les « Jacqueries » en France ou la révolte des paysans en Angleterre en 1381. Mais eux aussi étaient impuissants à changer la société. C'est la bourgeoisie qui représentait la classe révolutionnaire de l'époque, la classe capable de renverser le féodalisme décadent et d'instaurer une nouvelle organisation sociale de la production, basée cette fois sur le salariat.

Dans le capitalisme, ce rôle révolutionnaire revient au prolétariat, première classe exploitée capable de transformer la société de fond en comble. Dans le passé, les contradictions qui assaillaient les sociétés dans leur période de décadence ne pouvaient être surmontées par l'abolition

de l'exploitation, mais seulement par l'instauration d'un nouveau mode de production lui-même fondé sur l'exploitation. Mais les contradictions qui provoquent la crise historique du capitalisme, résultat des lois mêmes de ce système (production fondée non sur les besoins humains mais sur le marché et le profit, concurrence entre les entreprises et les États) s'enracinent dans l'exploitation de la classe qui produit l'essentiel de la richesse sociale, le prolétariat. Parce que, sous le capitalisme, la force de travail est devenue une marchandise qui se vend aux propriétaires des moyens de production, les capitalistes, parce que les producteurs sont exploités, parce que la concurrence sur le marché oblige les capitalistes (quelles que soient leurs « bonnes intentions ») à accroître toujours plus l'exploitation, l'abolition des contradictions qui assaillent le capitalisme passe nécessairement par l'abolition de l'exploitation. C'est pourquoi, sous le capitalisme, la classe révolutionnaire ne peut plus être une nouvelle classe exploiteuse, comme par le passé, mais doit être la principale classe exploitée de ce système, le prolétariat.

Face à la bourgeoisie décadente, il y a mille raisons de se révolter. Toute l'humanité souffre, toutes les couches, tous les exploités sont torturés. Mais la seule force sociale capable de renverser la bourgeoisie, ses États et ses forces de répression, et de proposer une autre perspective, c'est la classe ouvrière. Le prolétariat est fondamentalement différent des classes productrices et exploitées qui l'ont précédé. Dans les sociétés esclavagistes et féodales, les instruments de travail étaient individuels ou, au mieux, communautaires. La base de la production était donc le travail individuel, isolé, fragmenté, limité localement. Le grand bouleversement apporté par le capital provient précisément du remplacement, en tant que base de production prédominante, du travail individuel par le travail collectif. En lieu et place du travail individuel isolé, la fabrication de biens s'est développée grâce au travail associé de milliers d'êtres humains, réalisé à l'échelle de la planète (par exemple, une automobile moderne est constituée de pièces produites dans d'innombrables usines et pays). Ainsi, le capital a créé, à la place des classes exploitées dispersées, isolées les unes des autres, une classe unie par son travail collectif (et ce à l'échelle mondiale) et qui ne peut vivre et travailler que grâce à cette unité. Le capitalisme a ainsi produit, avec le prolétariat moderne, son propre fossoyeur. En tant que classe exploitée, il n'a aucun intérêt à créer une nouvelle forme de domination et d'exploitation. Il ne peut se libérer qu'en libérant l'ensemble de l'humanité de toutes les formes d'exploitation et d'oppression. C'est dans la lutte que les travailleurs forgeront l'unité qui fait leur force.

Au quotidien, le capitalisme les divise en les opposant les uns aux autres, entre collègues, entre équipes, entre unités, entre usines, entre entreprises, entre secteurs, entre nations. Mais lorsqu'ils commencent à défendre leurs conditions de travail, la solidarité les unit. Alors, « *De temps à autre, les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des travailleurs.* » (*Manifeste du parti communiste*, 1848). Karl Marx a décrit l'ensemble du processus comme suit : « *La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance - coalition. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de la résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus important pour eux que celui du salaire. [...] Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique* ». (Marx, *Misère de la philosophie*)

C'est ce qui se cache derrière chaque grève : un processus potentiel d'unification, d'organisation et de politisation de l'ensemble de la classe ouvrière, la formation d'un pouvoir social capable de s'opposer au capitalisme. Car en luttant ensemble pour leurs conditions de vie et de travail, les travailleurs s'attaquent au cœur même du capitalisme : l'exploitation, le profit, la marchandisation et la concurrence. C'est pourquoi Lénine reprenait l'idée que « *derrière chaque grève se cache l'hydre de la révolution* ».

Luxemburg et Lénine ont été les témoins des premières grandes luttes révolutionnaires de la classe ouvrière au XX^e siècle : 1905 en Russie et 1917-19 en Allemagne, en Allemagne et dans le monde entier. Au cours de ces batailles, les travailleurs ont été confrontés à l'intégration croissante de leurs propres organisations (syndicats et partis) dans l'appareil d'État.

Mais en réponse, ils ont pu créer de nouveaux organes de lutte : les soviets ou conseils ouvriers, des organes capables d'unifier la classe et de jeter les bases d'une nouvelle forme de pouvoir politique capable d'affronter et de démanteler l'État bourgeois et d'entamer le processus d'« expropriation des expropriateurs », c'est-à-dire la transition vers une société communiste. Ces mouvements ont véritablement confirmé la nature révolutionnaire de la classe ouvrière.

Bien sûr, les conseils ouvriers ne peuvent apparaître qu'à un niveau très avancé de la lutte de classe. Ils ne peuvent exister en permanence au sein de la société capitaliste. Mais le fait qu'ils correspondent aux besoins du mouvement de classe à cette époque (le besoin d'unité au-delà des frontières sectorielles et nationales, le besoin d'élever la lutte au niveau politique) est démontré par le fait que dans de nombreuses luttes depuis 1968, les travailleurs se sont réunis dans des assemblées de masse et ont élu des comités de grève révocables qui sont la forme embryonnaire des futurs conseils. Les comités de grève interentreprises issus de la grève de masse en Pologne en 1980 en sont la preuve la plus évidente.

Et qu'en est-il du climat ?

Rosa Luxemburg a écrit que « *le socialisme n'est pas une question de couteau et de fourchette mais un mouvement culturel, une grande, une haute vision du monde* ». Dès le XIX^e siècle, les travailleurs ont intégré dans leur combat la lutte contre tous les fléaux du capitalisme : la guerre, l'inégalité entre les hommes et les femmes, entre les Noirs et les Blancs, la maltraitance des malades... et la pollution. La question de la nature et de l'environnement appartient entièrement à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. En 1845, dans son livre *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Engels dénonçait déjà les effets de l'air pollué, de la surpopulation et des eaux usées non traitées sur la santé des travailleurs ; le *Manifeste du Parti communiste* de 1848 exigeait déjà que la séparation entre la ville et la campagne soit surmontée ; dans ses dernières années, Marx étudiait avidement les effets néfastes sur le sol de l'« agriculture de rapine » du capitalisme.

En d'autres termes, c'est la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre l'exploitation et pour le communisme qui contient, englobe et entraîne derrière elle toutes les autres causes, toutes les autres révoltes, y compris la lutte pour la planète. Ce que les révolutionnaires et tous ceux qui se préoccupent de l'état du monde doivent défendre, c'est donc tout le contraire de la théorie actuelle de l'« inter-sectionnalité ». Cette théorie met sur le même plan la lutte des travailleurs, la lutte contre le racisme et la lutte pour le climat, et prétend que toutes ces luttes

doivent « converger », marcher côte à côte dans un même élan. En d'autres termes, il s'agit d'une théorie de la dilution de la lutte prolétarienne, de la disparition des travailleurs au sein d'une masse amorphe de « citoyens ». C'est une tactique sournoise pour détourner les travailleurs de leur lutte historique pour renverser le système capitaliste. C'est un piège !

La classe ouvrière existe-t-elle encore ?

Le grand mensonge assimilant le stalinisme au communisme (voir article en page 3) a permis à la bourgeoisie de mener une campagne assourdissante en 1990, au moment de l'effondrement de l'URSS, pour proclamer partout la mort du communisme. Elle a martelé le message que tout rêve révolutionnaire ne pouvait que tourner au cauchemar. Que le capitalisme avait triomphé une fois pour toutes. Pire encore, elle a même réussi à faire croire aux travailleurs que la classe ouvrière n'existait plus, qu'elle était une vieilleries d'un autre siècle. « Employés », « collaborateurs », « classe moyenne »... Cette novlangue digne du 1984 de George Orwell a fini de graver cette nouvelle « réalité » dans les têtes.

Mais les faits sont têtus. Non seulement les travailleurs n'ont pas disparu, mais ils n'ont jamais été aussi nombreux à l'échelle mondiale. Y compris en Europe. Car le prolétariat ne se résume pas aux ouvriers d'usine en col bleu. Tous ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail pour vivre sont des ouvriers. Manuels ou intellectuels, producteurs ou travailleurs des services, dans le secteur privé ou dans le secteur public, au chômage ou en emploi, peu importe, ils forment une seule et même classe, menant un seul et même combat.

La classe ouvrière existe !

Et elle redécouvre aujourd'hui le chemin de la lutte.

Il est vrai que depuis 1990, la classe ouvrière a mené très peu de luttes, assommée par le coup de la campagne sur la soi-disant « mort du communisme ». Il est également vrai que la classe dirigeante a profité des défaites subies par la classe ouvrière dans les années 80, de sa désorientation dans les années 1990, pour briser de nombreux centres traditionnels de mobilisation de la classe ouvrière (comme les mines de charbon au Royaume-Uni, les aciéries en France, la production automobile aux États-Unis). Tout cela s'est combiné pour miner la conscience de la classe ouvrière qu'elle était bien une classe avec ses propres intérêts distincts. Perdant confiance dans son projet révolutionnaire, dans l'avenir, elle avait également perdu confiance en elle-même. Elle était résignée. Mais aujourd'hui, face à l'aggravation de la crise

(Suite page 5)